

Fête de la rose de la section de Livry-Gargan

Samedi 17 mars 2007

intervention de

Pascal Popelin

Premier secrétaire de la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis
Membre du Bureau national – secrétaire national adjoint chargé des élections

17 III 07

Chers amis,

36, 50, 92.

Dans 36 jours se jouera le premier acte du choix de l'avenir de la France et des Français, je veux parler bien sûr du premier tour de l'élection présidentielle.

Dans 50 jours, nous saurons qui présidera notre République pour les 5 prochaines années.

Dans 92 jours, nous connaissons le nom de celui qui sera le député de notre circonscription pour la législature 2007-2012.

Le temps qui nous sépare de ces échéances majeures sera long pour les organismes des candidats et des militants qui font la campagne. Il est très court pour mener à bien l'œuvre de conviction qui nous incombe.

Nous devons tout d'abord faire face à la dépolitisation de notre société. Pour nombre de nos concitoyens, l'idée même qu'il existe une droite et une gauche n'a plus de sens. Pour un plus grand nombre encore, c'est la défiance qui prend le dessus sur tout autre sentiment, quand on évoque la politique et ses acteurs. Notre premier défi, dans cette campagne, sera donc de gagner la bataille de la confiance. En effet, la dépolitisation sert uniquement nos principaux adversaires.

Jean-Marie Le Pen, dont on parle peu, se délecte à chaque élection du délitement de notre vie publique. C'est sur ce terreau qu'il cultive son fonds de commerce : « tête haute, mains propres » proclame t-il. Lorsque le Front national s'est trouvé en situation de gérer des villes, à Toulon comme à Vitrolles, ses élus se sont comportés comme des enfants laissés seuls devant une armoire de pots de confiture. Les deux ou trois idées affichées en guise de programme sont au mieux inapplicables, au pire dangereuses, mais qu'importe ! En votant Le Pen, beaucoup pensent faire un bras d'honneur à un système dont on les a convaincus, à dose homéopathique mais permanente de Jean-Pierre Pernaut et consorts, qu'il ne vaut plus rien.

La dépolitisation, c'est aussi l'intérêt de Nicolas Sarkozy. Elle lui permet tout simplement de faire oublier qu'il est, dans cette élection, le sortant. La démocratie représentative est un système d'une grande simplicité : vous confiez l'exercice de certains pouvoirs -en votre nom- à une personne ou à un groupe de personnes pendant une durée déterminée, sur la foi d'engagements pris. Au terme de la durée déterminée en question, vous reconduisez la majorité sortante si vous êtes satisfait de son action. Dans le cas contraire, vous en changez. Si tous nos concitoyens fondaient leur choix sur ce principe élémentaire, Nicolas Sarkozy, n°2 du gouvernement sortant, président du parti qui dispose de la majorité absolue à l'assemblée nationale depuis 5 ans, devrait avant toute autre chose rendre des comptes sur son bilan et aurait peu de chance d'inspirer confiance sur son projet. La dépolitisation du

débat l'en dispense, tout comme elle avait déjà permis à Jacques Chirac de donner l'illusion en 1995 qu'il pouvait représenter un changement par rapport à Edouard Balladur. Dans notre système, tout est fait pour que l'on confonde changement d'individu avec changement de politique. Les réveils sont ensuite douloureux, mais il est alors trop tard : rappelez-vous les grands mouvements sociaux de l'automne 1995 et Alain Juppé droit dans ses bottes.

La dépolitisation c'est enfin la bouteille d'oxygène de François Bayrou. Pas facile d'être l'héritier politique d'Alain Poher et de Valéry Giscard d'Estaing. Pas évident d'incarner le renouveau qui serait nécessaire à notre vie publique, quand on faisait déjà partie des rénovateurs de la droite en 1989, aux côtés des irréprochables Michel Noir, Alain Carignon, Charles Million et du modéré Philippe de Villiers... Alors, il fallait un slogan. Sans doute par souci de développement durable, François Bayrou a choisi de recycler. Il y a quelques années, Jean-Marie Le Pen s'était appuyé avec un certain succès sur « ni droite, ni gauche, Français ! ». Nous avons droit cette année à la version, certes très pasteurisée du concept, mais tout aussi démagogique et chimérique : « la droite et la gauche ont échoué depuis 30 ans, essayez donc le centre ». L'histoire personnelle et politique de François Bayrou se confond avec celle de la droite. Son programme puise son inspiration aux mêmes sources libérales que celui de Nicolas Sarkozy. Il n'explique pas comment il pourrait gouverner si par extraordinaire il était élu, mais ça marche quand même auprès d'un certain nombre de nos concitoyens.

Peu importe le flacon ou le contenu du flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse ! Eh bien moi je dis : attention à la gueule de bois des réveils difficiles !

Avez-vous remarqué combien d'ailleurs la droite, dès qu'on veut débattre du fond, s'empresse de déplorer que nous politisons le débat ? Comme si c'était grossier ! L'UMP Eric Raoult m'a fait le coup mardi dernier lors de la pose de la première pierre du projet de renouvellement urbain de Clichy-sous-Bois et Montfermeil. L'UDF Gérard Prud'homme - leader charismatique de l'opposition municipale à Livry-Gargan pour celles et ceux qui ne sauraient pas de qui je parle - me l'a refait jeudi soir au Conseil municipal, à l'occasion du vote du budget de notre commune.

Dans cette campagne, notre premier défi donc est de redonner du sens, de la valeur, de la crédibilité au mot politique. La tâche est grande, comprenez qu'elle est vaste, mais aussi qu'elle est noble. Elle incombe à la gauche. Elle a toujours incombé à la gauche. Je conserve en effet, gravée dans ma mémoire, comme le fil rouge de mon comportement politique, cette belle phrase de Jean Jaurès qui disait « c'est à nous de fatiguer le doute du Peuple, par la persévérance de notre dévouement ».

Redonner du sens au débat politique, c'est en premier lieu tirer le bilan des 5 années qui nous séparent des dernières élections présidentielle et législatives. Posons une seule question : la situation de la France, la situation des Français en général, s'est-elle améliorée ou bien s'est elle dégradée durant ces 5 années ? Pour notre département de la Seine-Saint-Denis, la réponse sonne malheureusement comme une évidence ! Lors d'une récente conférence de presse tenue au siège de la fédération socialiste avec les parlementaires, nous avons donné quelques exemples concrets, pour étayer ce diagnostic.

Nous avons évoqué l'emploi, pour rappeler qu'en Seine-Saint-Denis, le nombre de chômeurs avait baissé sensiblement de 1997 à 2002 avec la gauche et qu'il avait malheureusement augmenté, depuis le retour de la droite en 2002. Nous avons rappelé que notre département comptait 41 000 allocataires du RMI fin 2003 et qu'il en compte aujourd'hui 51 000, soit un rythme de progression jamais enregistré depuis la création de cette prestation en 1989.

Nous avons parlé de sécurité, pour nous étonner que les statistiques de l'évolution de la délinquance de l'année 2006 n'aient toujours pas été publiées dans notre département.

Nicolas Sarkozy, si friand de chiffres flatteusement arrangés, aurait-il du mal cette fois-ci à bidouiller la réalité ? Cette réalité, c'est le préfet lui-même qui l'a décrite sans fard dans une note confidentielle à son ministre en juin dernier. La publication de cette note dans un grand journal du soir en septembre, a confirmé en tous points et crédibilisé la critique portée depuis plus de 3 ans par les élus socialistes : depuis 2002, nous avons perdu des effectifs de police dans le département, la police de proximité a été supprimée et les faits graves ont explosé, en particulier les vols avec violence.

S'agissant de l'école, le plan de rattrapage pour la Seine-Saint-Denis, décidé par le gouvernement de Lionel Jospin en 1998 et mis en œuvre notamment par Ségolène Royal, alors ministre de l'Enseignement scolaire, avait permis à notre département d'être doté de 3 000 postes supplémentaires en 3 ans. Les réductions de moyens décidées par la droite depuis 2002 ont totalement annihilé les effets de ce plan de rattrapage. La suppression des « emplois jeunes » a considérablement diminuée la présence des adultes à l'intérieur de l'école. Dans le même temps, on a observé une hausse sensible des violences en milieu scolaire.

Dans le domaine de la politique de la ville, pour la plupart des communes concernées, « l'effet Borloo », se résume simplement des effets d'annonces. Nombre de projets de ville, lancés par Claude Bartolone lorsqu'il était ministre, sont aujourd'hui au point mort. Pour ceux qui ont avancé, comme Clichy-sous-Bois et Montfermeil, nous posons seulement les premières pierres, comme par hasard à quelques semaines des élections. Les difficultés à se loger en Seine-Saint-Denis ont continué d'augmenter. Quant au fameux droit opposable au logement, voté en catastrophe en fin de législature, il demeurera un leurre, tant que certains maires, et celui du Raincy n'est pas le dernier, continueront de refuser d'accueillir des logements sociaux sur leur territoire.

Un mot enfin, sur les raisons et les conséquences de l'acte 2 de la décentralisation : pour financer les baisses d'impôts allouées par la droite aux plus favorisés -70% de ces baisses accordées depuis 2002 ont bénéficié aux 10% des Français les plus riches- pour financer donc, ces baisses d'impôts là, le gouvernement s'est déchargé d'un certain nombre de ses compétences sur les collectivités locales, sans leur attribuer les moyens financiers nécessaires. Résultat, les taux départementaux des 4 taxes locales, payées par le plus grand nombre, ont dû augmenter de 15% entre 2004 et 2006.

Voilà le vrai bilan, pour notre département de 5 années avec Nicolas Sarkozy au gouvernement. Par le soutien qu'il a accordé plus souvent qu'à son tour à la majorité sortante -les statistiques sont implacables- François Bayrou doit aussi en assumer la responsabilité. En tant que membre de la pléthorique majorité UMP à l'Assemblée nationale issue des élections législatives de 2002, Eric Raoult a contribué, lui aussi, à ces résultats dramatiques -passivement il est vrai, puisque c'est la marque de son action publique- mais sans broncher tout de même !

Le passé plaide donc difficilement pour la reconduction de la droite. Mais lors de scrutins qui engagent le pays pour 5 ans, redonner un sens politique aux élections, c'est surtout parler de l'avenir.

Nicolas Sarkozy nous propose la perspective d'un pays divisé, réduit à une somme d'individualités en concurrence et en lutte les uns contre les autres. La France qu'il dépeint, c'est celle de la méfiance et de la division. Tout le discours de Nicolas Sarkozy consiste à opposer : la France qui se lève tôt, contre celle des assistés et des fonctionnaires (comme si les fonctionnaires passaient leur journée au lit !) ; les Français de souche contre les pièces rapportées. A cet égard, vous aurez noté que Simone Veil vient de réintroduire dans la vie publique une posture oubliée : le soutien sans participation. Elle préside le comité de soutien de Nicolas Sarkozy –sans doute par détestation personnelle de François Bayrou- mais elle

se désolidarise de sa proposition relative à la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, comme elle désapprouve aussi l'emploi de termes tels que « racailles » et « Kärcher ». Je n'invente rien, c'est dans les journaux de ce matin. Voilà qui contribue assurément à donner de la cohésion au dispositif du président de l'UMP ! La France qu'il défend, c'est celle des possédants. Pour les salariés, il propose une précarisation encore accrue. Pour les propriétaires et les Français les plus aisés, il promet moins d'impôts et plus de patrimoine. Ce n'est pas le travail et les travailleurs qu'il veut réhabiliter, mais la rente, le capital et la reproduction sociale qu'il veut favoriser. La France que Nicolas Sarkozy prépare, c'est celle du conflit permanent. Dans le monde du travail puisqu'il veut s'attaquer notamment au droit de grève, dans nos quartiers qu'il a déjà largement contribué à embraser il y a un an et demi, avec ses opposants politiques qu'il ne respecte pas et à l'encontre desquels il ne recule devant l'emploi d'aucun moyen.

Avec un tel programme et un tel comportement, Nicolas Sarkozy inspire de la crainte à un nombre croissant de nos concitoyens, au point que certains d'entre eux envisageraient - massivement nous dit-on - de se tourner vers François Bayrou. Un peu comme on fume des cigarettes légères, pour se convaincre qu'on se fait moins de mal ! Redonner un sens politique aux élections, c'est mettre en évidence cette supercherie. L'histoire de François Bayrou et de ses amis fait partie intégrante de l'histoire de la droite française, je l'ai déjà dit. Les idées qui inspirent son maigre programme sont les idées de la droite : nouvelles exonérations de cotisations patronales, abaissement des droits de succession, baisse du coût des heures supplémentaires, pas un mot sur le pouvoir d'achat... « L'autre chemin » que propose François Bayrou, conduit tout aussi directement à une politique de droite, la confusion en plus, puisqu'on voit mal sur quelle majorité il pourrait s'appuyer pour gouverner. J'ai lu, toujours dans la presse d'aujourd'hui que la secrétaire de la section socialiste de Saint-Maurice, dans le Val-de-Marne, avait décidé de le rejoindre. Il peut aussi compter, m'a-t-on dit, sur Patrick Sébastien. Je crains que ce soit quelque peu insuffisant...

D'autant que je ressens, dans cette campagne, une véritable aspiration au changement. Redonner un sens politique aux élections, ce sera donc convaincre que seule Ségolène Royal et la gauche, peuvent mettre en œuvre ce changement.

Le changement, nous l'avons déjà concrétisé dans notre manière d'engager cette campagne, en nous plaçant en posture d'écoute des Françaises et des Français, plutôt qu'en situation traditionnelle, consistant à aligner des recettes sensées être infaillibles. Le changement, nous le portons dans la cohérence des 100 propositions du pacte présidentiel présenté à Villepinte le 11 février dernier. Rassurez-vous, je ne vais pas les décliner toutes ici. Quelques exemples tout de même, dans le seul domaine économique et social, pour bien souligner le contraste avec ce que j'ai dit avant des projets de Nicolas Sarkozy et de François Bayrou. Nous voulons que les salaires les plus bas et notamment le SMIC augmentent significativement, parce que c'est socialement juste et profitable à l'économie ; nous voulons rééquilibrer la fiscalité du travail et celle du capital parce que nous voulons encourager les entreprises et en particulier les petites et moyennes entreprises qui créent des emplois ; nous voulons créer une sécurité sociale professionnelle pour donner des sécurités aux salariés, tout en fournissant aux entreprises l'agilité dont elles ont besoin pour s'adapter à l'aléa économique. Pour nous, la République, c'est bien sûr le drapeau tricolore, mais c'est aussi la Sécurité sociale. La République, c'est un idéal partagé, fait de solidarité effective, concrète, protectrice, qui permet à chaque citoyen de pouvoir prendre pleinement sa part dans la vie de la Nation. La République, c'est avoir conscience de ses devoirs, parce que ses droits sont respectés.

Chers amis,

Nous connaissons dès aujourd'hui avec certitude 4 lettres composant le nom du prochain président de la République : R, O, Y, A.

Si nous savons remettre la politique au cœur de la campagne, si nous savons convaincre que notre pays ne mérite pas 5 années de plus pires que les 5 années que nous venons de vivre, si nous savons détourner nos concitoyens de la perspective d'une continuité dure ou d'une continuité molle, si nous savons populariser les principaux éléments du pacte présidentiel afin que chacun mesure ce qui changera concrètement dans sa vie parce qu'il nous aura accordé son suffrage, alors je vous le dis, nos concitoyens choisiront d'ajouter un L aux 4 lettres que je viens d'épeler.

Merci de votre présence, merci de vous battre pour ce L et pour elle dans les semaines qui nous restent, merci de votre soutien pour ma campagne dont nous reparlerons et bonne soirée à tous !